

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



PROMOUVOIR DES SOCIÉTÉS JUSTES, PACIFIQUES ET INCLUSIVES

La paix, la justice et des institutions qui soutiennent et protègent les droits des citoyens sont les fondements du développement durable. Les gens doivent se libérer de la peur de la violence et se sentir en sécurité partout où ils vont, peu importe leur ethnicité, leur foi ou leur orientation sexuelle. Le crime et la violence menacent les sociétés pacifiques et même dans les plus grandes démocraties du monde, la corruption, le crime et les infractions aux droits de la personne continuent de se produire. L'intention de cet objectif est de faire en sorte que nos communautés, nos gouvernements et nos institutions protègent et encouragent l'inclusion et le respect envers les gens de tous les milieux.

CIBLES

- Réduire nettement partout dans le monde toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.
- Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.
- Promouvoir un accès égal à la justice pour tous en renforçant des systèmes juridiques transparents, inclusifs, participatifs et réceptifs aux niveaux national et international.
- Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes grâce à des institutions responsables et transparentes.
- D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.
- Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable.

« La justice et la paix ne peuvent s'épanouir qu'ensemble, jamais séparément. »

Oscar Arias Sanchez
Politicien costaricain et
lauréat du Prix Nobel



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

- 1** Les apprenants comprendront les concepts de la justice, de l'inclusion et de la paix, et leur relation au droit, tant dans leur pays qu'au niveau international.
- 2** Les apprenants comprendront l'importance des individus et groupes faisant respecter la justice, l'inclusion et la paix tant dans leur pays qu'au niveau international.
- 3** Les apprenants seront en mesure d'entrer en contact avec d'autres pour faciliter la paix, la justice et le renforcement des institutions dans leur pays.
- 4** Les apprenants pourront réfléchir à leur rôle dans les enjeux de paix et faire preuve de solidarité envers ceux qui souffrent d'injustice dans leur propre pays et à l'étranger.
- 5** Les apprenants seront en mesure d'évaluer de manière critique les enjeux de paix, de justice, d'inclusion et de solides institutions dans leur région et à l'échelle nationale et mondiale.

LIENS AVEC LE CURRICULUM

Médias

Pourquoi est-il important d'être critique des médias en ce qui concerne la couverture des conflits?

Environnement

Comment la paix et la justice ont-elles des répercussions sur notre environnement?

Pauvreté, richesse et pouvoir

En quoi la richesse extrême et la corruption contribuent-elles au cycle de la pauvreté?

Peuples autochtones

Qu'y a-t-il d'unique à propos des systèmes de justice autochtones et que pouvons-nous en apprendre?

Oppression et génocide

Quelles sont les origines des génocides et de quelle manière pouvons-nous intervenir à différents niveaux?

Santé et biotechnologie

En quoi la paix influence-t-elle notre santé?

Politique sur l'égalité des sexes

Quel est l'impact des systèmes judiciaires sur les inégalités entre les sexes?

Justice sociale et droits de la personne

Quel est le processus de signalement d'une violation des droits de la personne? Comment sont-ils traités?

Paix et conflit

Comment l'idée de la paix dans le monde a-t-elle évolué avec le temps? Comment le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité sont-ils poursuivis?



LES GRANDES QUESTIONS

1 Comment cela a-t-il commencé?

- Un **système juridique** englobe les processus de traitement des infractions et les institutions (tribunaux, police, prisons et avocats) qui appliquent et adoptent ces lois. Un système juridique qui fonctionne bien est efficace, il protège les **droits de la personne** et favorise l'inclusion, avec des lois complètes facilement comprises et auxquelles les citoyens ont accès.
- Chaque pays dispose de son propre système juridique, avec ses propres lois et institutions; toutefois, les droits de la personne sont des principes moraux qui sont compris comme étant des droits **inaliénables**, ce qui veut dire qu'ils ne peuvent être retirés à qui que ce soit. Un exemple de droit de la personne est le droit de ne pas être emprisonné, torturé ou exécuté illégalement.
- Plusieurs des idées fondamentales qui font désormais partie des mouvements pour les droits de la personne ont été élaborés dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale et les événements de l'Holocauste, qui ont mené à la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948.¹
- Les droits de la personne sont appliqués aux niveaux international, national et régional. Si un individu commet un crime, il est pris en charge par la police et le système judiciaire. Mais que se passe-t-il si un état commet un crime? Lorsque cela se produit, les Nations Unies ou un système juridique régional comme la Cour européenne des droits de l'homme peuvent intervenir pour maintenir ou restaurer la paix et la sécurité. Il y a aussi la Cour pénale internationale (CPI) qui fait enquête, qui poursuit les personnes responsables de génocides, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Considérés comme un dernier ressort, les tribunaux nationaux ont toujours la responsabilité première d'agir.²
- Quand les pays veulent reconnaître ou appuyer une cause, ils signent souvent des **traités** avec d'autres pays ou organismes internationaux. Les traités sont des ententes reconnues en vertu de la loi internationale qui donnent à leurs signataires la responsabilité de protéger ou de promouvoir une collection particulière de droits équitables. Un exemple de traité est la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEFD) ou le Plan d'action mondial des Nations Unies pour lutter contre la traite des personnes.
- Bien que les droits de la personne et les traités existent pour protéger les droits de tous, de nombreux pays et organismes politiques continuent de **marginaliser**, d'opprimer et d'attaquer des groupes soit directement en utilisant la force, soit indirectement en ne reconnaissant pas leurs droits. Amnesty Internationale a conclu que la torture et les mauvais traitements existent encore dans 81 pays, des procès injustes dans au moins 54 pays et des réserves à la liberté d'expression dans au moins 77 pays.³ Cependant, plusieurs pays proposent des lois qui protègent les droits des communautés marginalisées, telles que les LGBT et les communautés de migrants.
- Les conflits diffèrent grandement en raison de leurs histoires et de leurs causes particulières. Cependant, les inégalités au sein des sociétés et des régions, la discrimination, la concurrence et l'absence de soutien politique, social et économique sont souvent à l'origine des conflits à différents niveaux. Un terrain d'entente, un programme commun et des solutions pratiques constituent des étapes importantes à la gestion des conflits entre les différents groupes en vue d'assurer la paix. Des lois solides, des systèmes judiciaires équitables et une application responsable sont également essentiels au maintien de la paix.



2 Pourquoi ce problème est-il important?

- **Nous devons assurer un accès égal à la justice et aux informations juridiques à tous.**

En l'absence de systèmes juridiques transparents et efficaces ou de représentation et de protection garanties par les lois, les conflits ne se résolvent pas et les gens ne peuvent obtenir protection et réparation, ou indemnisation pour un acte répréhensible. Quand les institutions ne fonctionnent pas conformément aux lois légitimes, elles peuvent souvent être incohérentes, abuser de leur pouvoir et ne pas fournir de services publics à tous. Quand les systèmes et les institutions juridiques excluent et font de la discrimination, non seulement violent-ils les droits de la personne, mais ils peuvent mener à des troubles politiques et à la violence.

- **La justice doit être rendue en temps opportun.**

Quand les gens sont accusés d'un crime, mais n'ont pas été trouvés coupables, ils peuvent être gardés en détention jusqu'à la date de leur procès. Quand les systèmes judiciaires sont inadéquats, les gens peuvent finir par passer des années emprisonnés pour un crime qu'ils n'ont pas commis. Mondialement, la proportion de personnes détenues sans sentence a diminué légèrement, de 32 pour cent de détenus entre 2003 et 2005 à 30 pour cent entre 2013 et 2015.⁴ Des améliorations doivent toutefois être apportées pour renforcer l'efficacité et l'adéquation des systèmes et procédures juridiques afin de respecter la dignité de leurs citoyens.

- **Les lois doivent être dynamiques et actuelles.**

Il est essentiel que les lois soient flexibles et actuelles, et reflètent les dynamiques sociales changeantes de même que les droits fondamentaux de la personne. Ces lois et ces droits sont particulièrement importants pour protéger les personnes souvent brimées, comme les femmes, les communautés LGBTQ (lesbiennes, gais, bisexuels, **transgenres** et queer) et les populations autochtones. Les droits des LGBTQ sont considérés comme des droits de la personne par Amnesty Internationale; cependant, de nombreux gouvernements refusent de reconnaître les relations homosexuelles, et pénalisent les personnes de même sexe consentantes par des amendes, des peines de prison ou la peine de mort. De plus, les lois de nombreux pays ne traitent pas de manière appropriée des enjeux de la traite des personnes.

- **La corruption demeure un problème.**

Nous payons tous pour la corruption. La conduite malhonnête ou frauduleuse des personnes au pouvoir, telle que les pots-de-vin, le vol et l'évasion fiscale, coûte 1,26 billion de dollars US par année aux pays en développement.⁵

La corruption gouvernementale, institutionnelle et commerciale signifie que nous avons moins d'argent pour soutenir le développement durable. Cet état de choses mine la confiance des citoyens en leurs représentants. Saviez-vous que la somme d'argent perdue à la corruption pourrait facilement être utilisée pour hausser ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté international (de 1,90 dollars US par jour) au-dessus de ce seuil pendant au moins six ans?⁶

- **Nous devons mettre fin à la violence contre les enfants.**

La violence contre les enfants, bien qu'horrible, se produit. Des sévices corporels à l'agression psychologique, de la traite ou de la discrimination, les répercussions à long terme pour les enfants sont souvent graves et néfastes.

Plus de la moitié des enfants âgés de 1 à 14 ans ont été soumis à une forme quelconque d'agression psychologique ou à des châtiments physiques à la maison. En Afrique du Nord, ces statistiques touchent plus de 90 pour cent des enfants.⁷



3 Qui et qu'est-ce qui est affecté?

- **Les femmes et les enfants**

En matière de **traite**, ou du commerce illégal des êtres humains, les femmes et les enfants sont souvent les plus vulnérables à l'exploitation. Les femmes et les enfants sont souvent exploités dans les situations de pauvreté. La traite est une violation des droits de la personne et est condamnée par des conventions internationales. Il faut mieux mettre en application une meilleure action policière, une meilleure sécurité et de meilleurs systèmes judiciaires pour enquêter sur les trafiquants, les poursuivre en justice et aider leurs victimes.

- **Les personnes sans papiers**

La possession de documentation légale, comme une carte d'identité ou un certificat de naissance, favorise la protection de vos droits et prouve que vous êtes qui vous affirmez être. Mais tous n'en ont pas. De nombreuses personnes dans le monde n'ont pas accès aux services politiques, juridiques et sociaux par manque d'identité juridique solide. Les obstacles administratifs, la discrimination, la pauvreté et les connaissances limitées empêchent bien des femmes et des groupes vulnérables d'obtenir leur citoyenneté ou leur certificat de mariage, ou d'enregistrer la naissance de leur enfant.⁸

- **Les populations vulnérables**

Dans de nombreux pays et états, la discrimination est commune contre les minorités en raison de leur orientation sexuelle, leur ethnicité, leur **genre**, leur âge, leur état civil, leurs habiletés et leur religion. Toutes les lois antidiscriminatoires assurent les droits de toutes les personnes à un traitement égal. Par exemple, la criminalisation des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et queer justifie la poursuite et la punition de personnes strictement à cause de leur orientation sexuelle. Les lois interdisant la promotion des LGBTQ existent pour punir les gens de favoriser l'inclusion des LGBTQ et leurs droits.

De nombreux Canadiens sont fiers de notre position progressiste et accueillante envers les nouveaux Canadiens. Nous devons toutefois tenir compte des effets du racisme, du colonialisme et d'autres répercussions des colons parmi les communautés autochtones d'aujourd'hui. Dans un article fascinant, un auteur fait valoir que selon presque tous les indicateurs mesurables, les résultats des populations autochtones canadiennes sont pires que ceux des populations afro-américaines des États-Unis.⁹

« Les femmes, qui forment la majorité des peuples de la terre, sont indispensables à l'accumulation d'un capital social favorable au développement, à la paix, à la justice et à la civilité. »

Mahnaz Afkhami

Activiste irano-américain des droits de la personne



4 Qu'est-ce qui doit être fait?

- La **justice sociale**, ou la relation juste et équitable entre les personnes et la société, continue d'être une lutte pour l'inclusion et l'égalité de tous les peuples au sein des institutions sociales, économiques et politiques. La promotion des possibilités de diversité par le biais de mouvements pour la justice sociale encourage l'innovation et améliore la participation. La promotion de la justice sociale en santé veut dire la prestation de services qui visent les besoins particuliers de chacun, tels que les sans-abri et autres populations vulnérables.
- En luttant contre la violence, les gouvernements, la société civile et les communautés doivent améliorer les systèmes et les canaux pour rendre la justice, combattre la corruption et assurer une participation inclusive en tout temps.
- Les politiques favorisant la lutte contre la discrimination, la justice et l'inclusion sont essentielles pour représenter tous les êtres humains et leur identité particulière. L'accès au capital, la liberté de mouvement et la protection contre l'exploitation requièrent une affirmation légale pour améliorer l'habileté des programmes de régler les problèmes associés à la pauvreté.
- Plus expressément pour les femmes et les filles, la violence à leur endroit est enracinée dans la discrimination, les normes sociales et les stéréotypes. Pour mettre fin à la violence efficacement, la prévention doit commencer tôt dans la vie et à la racine même de la cause, grâce à une éducation sur les relations respectueuses et sur **l'égalité entre les sexes**.
- Les personnes doivent pouvoir contribuer sans discrimination à la prise des décisions qui affectent leur vie. Il faut mieux faire connaître la documentation juridique et les droits de la personne, qui sont essentiels pour avoir accès aux services nécessaires et mettre fin à l'exploitation.

« Chaque fois que nous détournons la tête quand nous voyons la loi ignorée, quand nous tolérons ce que nous savons être mal, quand nous nous fermons les yeux et les oreilles à la corruption parce que nous sommes trop occupés ou trop effrayés, quand nous omettons de lever notre voix et de nous faire entendre, nous portons un coup à la liberté, à la dignité et à la justice. »

John F. Kennedy
Ancien président des É.-U.



LIEN AUX AUTRES OBJECTIFS



La **malnutrition**, l'inégalité de l'accès à l'éducation et le mauvais **assainissement** peuvent être causés par la corruption du gouvernement, des entreprises et des communautés.



Le **travail décent**, l'innovation et les infrastructures et la croissance économique signifient l'encouragement de l'inclusion de tous dans la population active et la fin de la traite des êtres humains par le biais des systèmes juridiques.



Pour avoir des communautés et des **villes durables**, les gouvernements locaux et nationaux doivent être transparents et réceptifs, et faire en sorte que soient entendues et reconnues les populations marginalisées.



Les partenariats entre les diverses institutions et nations sont importants pour favoriser et comprendre le développement durable et la justice, y compris les traités internationaux. La reconnaissance et le respect des traités actuels sont nécessaires pour arriver collectivement à la paix et à la justice.



Conséquences de l'inaction

- Si nous omettons de favoriser la paix et de mettre fin à la violence, nous assujettissons les populations vulnérables à l'injustice et à la violation de leurs droits. En omettant de remédier à la traite, nous refusons à 800 000 hommes, femmes et enfants chaque année l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la **sécurité alimentaire** et aux droits de la personne fondamentaux.¹⁰
- Quand la corruption n'est pas entravée, des fonds publics sont retirés de projets et d'initiatives valables qui nous aident tous. La méfiance envers le manque de transparence des institutions publiques et des entreprises peut entraîner la violence et l'instabilité sociale.
- À défaut de soutenir les efforts pour faire en sorte que tout le monde ait accès à la justice, les gens du monde entier continueront de se retrouver sans accès à des institutions efficaces et responsables ou à un statut légal en vertu de la loi.

QUESTIONS DE RÉFLEXION ET D'ACTION

- 1** Que pensez-vous de ce problème maintenant que vous en savez plus à son sujet?
- 2** Comment ce problème aurait-il pu être évité? Qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment?
- 3** Comment ce problème a-t-il évolué avec le temps? Quelle direction voyez-vous pour l'avenir?
- 4** Avez-vous d'autres questions?

« Nulle paix n'est possible sans la justice et sans le respect des droits de la personne. »

Irene Khan

Avocate bangladaise et ancienne secrétaire
générale d'Amnistie Internationale



RESSOURCES

Comment passer à l'action

- **Connaissez vos droits, connaissez vos risques.** Renseignez-vous sur tous les moyens dont les droits de la personne vous protègent contre la violence, l'exploitation et la discrimination. Partagez ces informations avec votre communauté et aidez les autres à comprendre comment ils peuvent obtenir de l'aide s'ils en ont besoin. Connaître ses droits est le meilleur moyen de s'assurer de recevoir un traitement équitable.
- **Signez et faites-vous entendre.** Informez-vous sur la corruption et prenez position contre la cupidité en signant des pétitions pour mettre fin à la corruption et en responsabilisant les fonctionnaires et les propriétaires d'entreprises pour leurs actions.
- **Sensibilisez les gens sur la traite des êtres humains** et lancez des actions dans votre communauté. Découvrez quels sont les signes d'une personne victime de la traite et découvrez où ces personnes peuvent obtenir de l'aide.
- **Soutenez les organisations locales.** Comprenez pourquoi les luttes de justice sociale sont importantes pour vous et votre communauté et trouvez les moyens de soutenir les organisations qui se consacrent à ces tâches. Donnez de votre temps, de vos talents et de vos ressources afin d'aider à changer les choses pour les personnes qui ont fait face à l'exploitation, à la violence et à la discrimination.
- **Soutenez les efforts contre l'intimidation dans votre école et encouragez la paix.** Ou pensez à tenir un atelier sur la résolution de conflits et aidez les autres à acquérir de nouvelles compétences. Safe Schools Manitoba a [des ressources excellentes](#) sur ces sujets.
- **Envisagez de vous joindre à une campagne de défense des droits** comme la [page de plaidoyer](#) de Développement et Paix ou la [page de la campagne de défense des droits](#) du Mennonite Central Committee. Décidez des questions les plus importantes pour vous et organisez votre propre campagne pour la paix.
- **Instaurez un [club de la Paix](#) à votre école** ou participez à un regroupement pour la paix dans votre communauté pour manifester votre appui pour la paix.



Ressources pédagogiques

- La page de La plus grande leçon du monde pour l'Objectif 16 contient des bandes dessinées, des affiches et des fiches pédagogiques téléchargeables [ici](#). Vous pouvez aussi télécharger [Qu'est-ce que la paix?](#) (pour les 8 à 11 ans). Cette leçon explique quelques définitions de la paix et explore le rôle des activistes de la paix. [Comprendre la violence de proximité](#) (pour les 11 à 14 ans) traite de la violence autour du monde et aide les élèves à trouver des solutions pour prévenir la violence.
- Une autre superbe ressource est [Humanitarian Perspective](#) (pour les 10 à 17 ans). Rendue disponible par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, cette activité explore les idées de la dignité humaine et de l'action humanitaire.
- Les plus jeunes élèves peuvent explorer l'idée de la migration forcée et la fuite d'une crise avec l'activité [Holiday Bag or Get-Away Bag?](#) (pour les enfants de 6 à 12 ans). Cette leçon aide les élèves à comprendre l'impact que la fuite d'une situation désespérée peut avoir sur la vie d'une personne.
- Pour de plus amples ressources et activités, téléchargez le [Peace Building Activity Guide](#) du YMCA. Il contient des activités pour les enfants, les jeunes et les adultes.
- Jetez un coup œil à [Ce n'est que justice](#) de l'UNICEF pour enseigner les droits des enfants aux élèves canadiens.



ÉTUDES DE CAS

1 Les tribunaux Gacaca

Après le génocide rwandais de 1994, plus de 130 000 **génocidaires** présumés étaient encore incarcérés en 2000.¹¹ Afin de faire face au nombre de citoyens jugés, le pays a adopté un système traditionnel d'application de la loi culturelle communautaire appelé les [tribunaux Gacaca](#). Les tribunaux ont mis l'accent sur la guérison communautaire et la reconstruction dans la foulée du génocide, comptant sur les membres de la communauté pour aider à concilier les disputes et les crimes dans leur région.

2 Journalistes pour les droits humains

[Journalistes pour les droits humains](#) (JDH) est une organisation internationale de médias qui encourage l'autonomisation des journalistes pour couvrir les articles sur les droits de la personne de manière objective et efficace. L'organisation veut s'assurer que chaque personne dans le monde est au courant de ses droits. En travaillant avec des journalistes locaux pour comprendre les droits de la personne, pour identifier les angles médiatiques qui autonomisent les victimes, et pour chercher action et rétribution pour les histoires qu'ils couvrent, JDH aide à améliorer la capacité des journalistes à s'exprimer au nom des personnes qui n'ont pas de voix et à faire des changements positifs dans leur communauté.

3 Réseau national d'étudiant(e)s Pro Bono du Canada – Le projet ID

Le projet ID, dirigé par [le réseau national d'étudiant\(e\)s Pro Bono](#) à Ottawa, coordonne les activités d'avocats, d'organisations sans but lucratif et d'étudiants qui aident les populations vulnérables à obtenir et à remplacer des papiers d'identité. Pour les personnes analphabètes ou sans domicile fixe, l'obtention d'une carte d'identité s'avère un obstacle. S'assurer que tous sont représentés et capables d'obtenir des services sociaux est un énorme pas en avant pour régler des éléments importants du cycle de la pauvreté.

4 Faculté d'éducation de l'Université de Winnipeg

La [Faculté d'éducation de l'Université de Winnipeg](#) offre aux enseignants une formation sur la consolidation de la paix et les techniques de counselling au Sud-Soudan. Leurs travaux habilite des partenaires de l'Université de Juba, UNICEF Sud-Soudan et l'Université de Winnipeg à préparer une formation d'enseignant pour mieux les préparer à satisfaire les besoins des enfants vivant dans des situations post-conflit.

5 Make Music Matter

[Make Music Matter](#) œuvre à autonomiser les enfants issus des ménages dirigés par des enfants. Via un projet sur an qui touche à la production de musique, l'organisation offre un soutien psychologique à ces ménages et à leurs communautés du Rwanda rural grâce à la chanson. Leur travail aide à réduire le traumatisme et à soutenir des possibilités économiques dans un contexte post-conflituel d'extrême pauvreté.



6 Inter Pares

Inter Pares s'active en Colombie, au Salvador, au Guatemala, au Mexique et au Pérou pour promouvoir les droits de la personne et la paix en Amérique Latine. Ils renforcent l'efficacité du Project Counselling Service, une organisation latino-américaine au soutien des personnes qui reprennent le contrôle de leurs ressources, affirment la participation politique des femmes et des peuples autochtones, lancent des défis à l'exclusion économique et à l'impunité des puissants, et bâtissent une paix démocratique et authentique.

Notes de fin

- ¹ <http://www.youtube.com/watch?v=nDgIVseTkuE>
- ² <https://www.icc-cpi.int/?ln=fr>
- ³ <http://fr.humanrights.com/what-are-human-rights/violations-of-human-rights/>
- ⁴ <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg16>
- ⁵ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/peace-justice/>
- ⁶ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/peace-justice/>
- ⁷ <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg16>
- ⁸ <https://www.youtube.com/watch?v=f3Q21H624KI>
- ⁹ <http://www.macleans.ca/news/canada/out-of-sight-out-of-mind-2/>
- ¹⁰ <https://www.stopthetraffik.org/the-scale-of-human-trafficking>
- ¹¹ <https://www.hrw.org/fr/news/2014/03/28/rwanda-la-justice-apres-le-genocide-20-ans-plus-tard>